Statistiques économiques

Statistiques financières des administrations publiques locales du Québec 1985

Bureau de la statistique du Québec

Pour tout renseignement concernant le BSQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser au:

Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

1410, rue Stanley, 3e étage
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél.: (514) 873-4722

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Deuxième trimestre 1987
ISBN 2-550-17607-3

Tirage limité
Toute reproduction ou utilisation du contenu
de cette publication est autorisée à condition
de mentionner la source.

Le Bureau de la statistique présente Statistiques financières des administrations publiques locales du Québec, 1985. Cette publication vient compléter la couverture du secteur municipal par le Bureau de la statistique du Québec. Deux autres documents, que l'on retrouve sous les titres Analyse budgétaire des municipalités et Finances municipales, traitent également de ce secteur.

L'organigramme de la page 9 présente l'ensemble de l'univers du secteur public au Québec. La présente publication couvre la partie ombragée, c'est-à-dire les municipalités locales (municipalités et régies intermunicipales) et les municipalités régionales (communautés urbaines et régionales et municipalités régionales de comté). Toutefois, les conseils intermunicipaux de transport qui sont des organismes faisant partie des régies intermunicipales ne sont pas couverts dans la présente publication.

Les statistiques sont présentées selon le système statistique de gestion des finances publiques de Statistique Canada (voir notes méthodologiques). L'utilité de ce système est d'établir, dans la mesure du possible, l'uniformité et la cohérence des données des différentes composantes des administrations publiques locales.

Conformément à ce système de référence, nous reproduisons pour l'administration publique locale et pour chacune de ses composantes, les revenus généraux bruts selon la source, les dépenses générales brutes selon la fonction et par catégorie, les dépenses en immobilisations, l'actif financier et le passif. Un tableau croisé établit le lien entre les dépenses selon la fonction et par catégorie. De plus, des tableaux de réconciliation sont présentés afin de permettre une meilleure compréhension de la méthodologie retenue, laquelle consiste à ramener sur la base du système de référence les données extraites des états financiers de chacune des composantes.

En annexe, nous présentons les notes méthodologiques pertinentes à la normalisation des données de base et une brève description de l'univers des administrations publiques locales.

De nombreuses personnes au sein du ministère des Affaires municipales, de Statistique Canada, du Bureau de la statistique du Québec ainsi que des administrations publiques locales ont collaboré à la réalisation de cet ouvrage; nous désirons donc leur exprimer nos plus sincères remerciements et les prier de nous faire part de toute suggestion susceptible d'améliorer cette publication.

Signes conventionnels

.. Donnée non disponible
... N'ayant pas lieu de figurer
- Néant ou zéro
r Donnée révisée

Avertissement: Du fait que les chiffres sont arrondis, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Cette publication a été réalisée par:

Yves Sigmen
de la Direction des statistiques financières

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication:

Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André, 4e étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5020

Table des matières

Modifications apportées à la présente édition 7

Organigramme du secteur public au Québec 9

Chapitre 1
Faits saillants 11

Revenus généraux bruts 11
Dépenses générales brutes 12
Actif financier 13
Passif 14

Chapitre 2
Tableaux statistiques 17

Annexe 1
Notes méthodologiques 33

Annexe 2
Univers des administrations publiques locales 37

Liste des tableaux

1.1 Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, Québec, 1982, 1985 11

1.2 Dépenses générales brutes consolidées des administrations publiques locales par fonction, Québec, 1982, 1985 12

1.3 Actif financier des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre 1982 et 1985 13

1.4 Passif des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre 1982 et 1985 14

2.1 Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, par composante, Québec, 1985 17

2.2 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et par composante, Québec, 1985 18

2.3 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par catégorie et par composante, Québec, 1985 19

2.4 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et par catégorie, Québec, 1985 20

2.5 Dépenses en immobilisations des administrations publiques locales par fonction et par composante, Québec, 1985 22

2.6 Actif financier des administrations publiques locales par composante, Québec, 31 décembre 1985 23

2.7 Passif des administrations publiques locales par composante, Québec, 31 décembre 1985 24

2.8 Réconciliation des revenus généraux bruts des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 1985 25

2.9 Réconciliation des dépenses générales brutes des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 1985 26

2.10 Réconciliation de l'actif financier des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 31 décembre 1985 27

2.11 Réconciliation du passif des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 31 décembre 1985 28

2.12 Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, Québec, 1982-1985 29

2.13 Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction, Québec, 1982-1985 30

2.14 Actif financier des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre, 1982-1985 31

2.15 Passif des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre, 1982-1985 32

Modifications apportées à la présente édition

Huit modifications sont introduites dans la présente version:

1. Les chapitres 1, 2, 3 et 4 qui forment la partie I de la publication de l'année 1984 font maintenant l'objet du premier chapitre. Le deuxième chapitre est formé de la partie II de la version de l'année dernière.

2. L'annexe sur les entreprises publiques locales est éliminée. Les données statistiques qui s'y rapportent sont maintenant intégrées dans la nouvelle publication Statistiques financières des entreprises publiques québécoises du Bureau de la statistique.

3. Les tableaux 7 et 9 de la publication de l'année 1984 qui traitent des revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la nature économique ont été supprimés.

4. L'ordre de présentation des tableaux a été modifié. Ainsi, les tableaux statistiques pour l'année courante sont maintenant présentés au début (tableaux 2.1 à 2.7). Ils sont suivis des tableaux de réconciliation (tableaux 2.8 à 2.11) et des tableaux de séries chronologiques (tableaux 2.12 à 2.15).

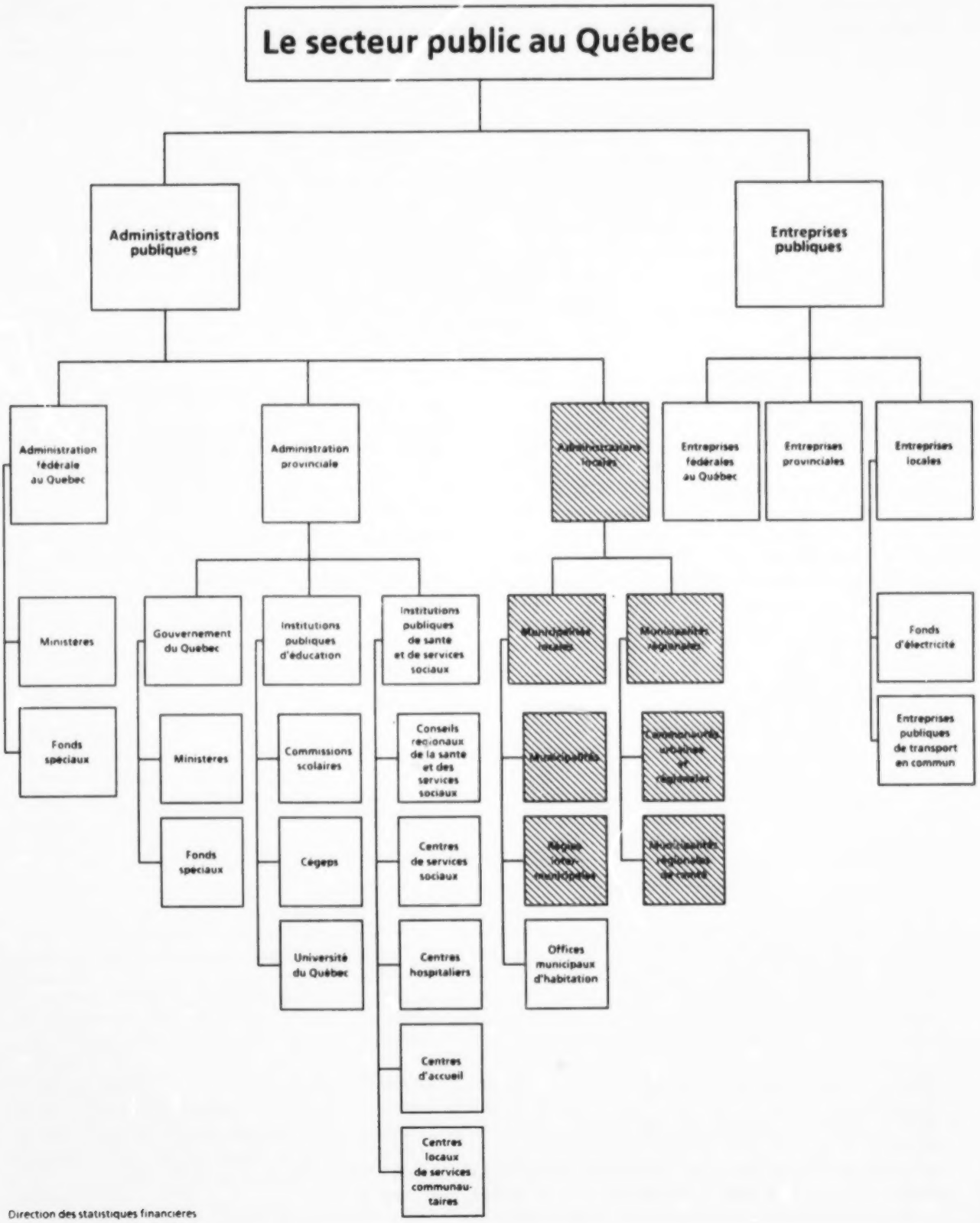
5. Les tableaux de dépenses qui étaient publiés dans la dernière version selon la nature économique sont maintenant présentés selon une nouvelle catégorie de dépenses (tableaux 2.3 et 2.4).

6. Une nouvelle méthode de consolidation des diverses composantes des administrations publiques locales est introduite cette année. Cette nouvelle méthode permet d'assurer l'équilibre des comptes de la manière suivante: la somme des éliminations aux revenus et au passif (débit) est égale à la somme des éliminations aux dépenses et à l'actif (crédit).

7. Les données statistiques concernant les communautés urbaines et régionales proviennent maintenant d'un formulaire du ministère des Affaires municipales et non plus des états financiers de chacune des administrations.

8. La structure de l'univers a été précisée afin de donner une meilleure information. Ainsi, on peut voir à l'organigramme de la page 9 que les administrations publiques locales comprennent deux niveaux d'organisation municipaux: le local et le régional. Toutefois, cette modification n'affecte pas le contenu de l'univers et des données statistiques qui s'y rapportent.

Le secteur public au Québec



Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
Décembre 1986

REVENUS GÉNÉRAUX BRUTS

Pour l'exercice financier 1985, les revenus généraux bruts consolidés des administrations publiques locales atteignent 5 029,3 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 6,6 % par rapport aux revenus de 1984. Cette croissance est principalement due à la hausse des revenus relatifs aux impôts fonciers et connexes (154,4 millions de dollars).

Les revenus de sources propres demeurent la principale source de revenus des administrations publiques locales. Ces revenus totalisent 4 115,0 millions de dollars en 1985, ce qui correspond à 81,8 % des revenus généraux bruts totaux. Cependant, lorsque l'on considère chacune des composantes des administrations publiques locales, on remarque que les revenus de sources propres ne représentent respectivement que 16,6 %, 6,5 % et 14,2 % des revenus totaux des régies intermunicipales, des communautés urbaines et régionales et des municipalités régionales de comté comparativement à 85,2 % pour les municipalités. Pour ces intervenants, ce sont les transferts qui constituent leur principale source de revenus, représentant 83,4 % des revenus totaux des régies intermunicipales, 93,5 % de ceux des communautés urbaines et régionales et 85,8 % de ceux des municipalités régionales de comté.

Enfin, au cours de la période 1982-1985, les revenus généraux bruts des administrations publiques locales s'accroissent à un taux composé annuel moyen de 5,7 %, passant de 4 260,1 millions de dollars en 1982 à 5 029,3 millions de dollars en 1985. Les revenus de sources propres augmentent en moyenne de 5,9 % et les revenus de transferts gouvernementaux de 4,8 %. La part relative des revenus de sources propres s'accroît de 81,3 % à 81,8 % au cours de cette période tandis que la part relative des transferts diminue de 18,7 % à 18,2 %.

Tableau 1.1
Revenus généraux bruts consolidés des administrations publiques locales selon la source, Québec, 1982, 1985

Source	1982		1985		Taux de croissance 1985/1982
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Revenus de sources propres	**3 465,2**	**81,3**	**4 115,0**	**81,8**	**5,9**
Impôts	2 612,2	61,3	3 138,0	62,4	6,3
Vente de biens et services	570,8	13,4	702,0	14,0	7,1
Revenus de placements	126,4	3,0	111,5	2,2	(4,1)
Autres	155,8	3,7	163,5	3,2	1,6
Transferts	**794,9**	**18,7**	**914,3**	**18,2**	**4,8**
À des fins générales	342,1	8,0	391,8	7,8	4,6
À des fins particulières	308,8	7,2	408,3	8,1	9,8
Subventions de capital	144,0	3,4	114,2	2,3	(7,4)
Total	**4 260,1**	**100,0**	**5 029,3**	**100,0**	**5,7**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

DÉPENSES GÉNÉRALES BRUTES

Les dépenses générales brutes consolidées des administrations publiques locales atteignent 5 588,3 millions de dollars en 1985, ce qui représente une hausse de 12,2 % sur leurs dépenses de 1984. Les fonctions de dépenses qui ont subi les plus fortes augmentations en 1985 sont celles liées à l'environnement avec 212,5 millions de dollars, à la protection de la personne et de la propriété avec 166,2 millions de dollars et aux transports et communications avec 149,4 millions de dollars. En ce qui concerne les fonctions de dépenses qui ont diminué, il faut noter celles relatives aux services généraux qui baissent de 191,7 millions de dollars en 1985. Cette diminution s'explique par la disparition des contributions de l'employeur qui ne font plus l'objet d'un poste distinct dans les états financiers des municipalités, celles-ci étant maintenant réparties entre les différentes fonctions de dépenses.

En 1985, les principales fonctions de dépenses des administrations publiques locales sont les transports et communications avec une part relative de 18,9 %, le service de la dette avec 16,2 %, l'environnement avec 15,0 %, la protection de la personne et de la propriété avec 14,8 % et les services généraux avec 13,8 %.

Les dépenses en immobilisations des administrations publiques locales totalisent, en 1985, 1 235,2 millions de dollars. Les dépenses en immobilisations des municipalités représentent

Tableau 1.2
Dépenses générales brutes consolidées des administrations publiques locales par fonction, Québec, 1982, 1985

Fonction	1982		1985		Taux de croissance 1985/1982
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Services généraux	806,0	18,3	772,4	13,8	(1,4)
Protection de la personne et de la propriété	666,7	15,1	827,1	14,8	7,5
Transports et communications	844,5	19,2	1 058,6	18,9	7,8
Santé	9,2	0,2	6,8	0,1	(9,6)
Bien-être	20,0	0,5	27,0	0,5	10,5
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	19,4	0,4	28,7	0,5	13,9
Environnement	635,6	14,4	839,2	15,0	9,7
Loisirs et culture	394,8	8,9	557,0	10,0	12,2
Logement	30,4	0,7	31,8	0,6	1,5
Planification et aménagement des régions	86,7	2,0	129,8	2,3	14,4
Transferts aux entreprises publiques locales	114,9	2,6	127,4	2,3	3,5
Service de la dette	704,1	16,0	904,2	16,2	8,7
Autres dépenses	75,4	1,7	278,2	5,0	54,5
Total	**4 407,6**	**100,0**	**5 588,3**	**100,0**	**8,2**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

82,9 % de ce montant. Les dépenses en immobilisations se répartissent principalement entre les fonctions environnement (36,4 %) et les transports et communications (29,7 %).

L'analyse des dépenses générales brutes par catégorie (tableau 2.3)) montre que les sommes consacrées à l'achat de biens et services s'élèvent à 3 327,8 millions de dollars (59,5 % des dépenses totales), celles reliées aux intérêts sur la dette atteignent 897,8 millions de dollars (16,1 % des dépenses totales), celles versées en transferts totalisent 127,4 millions de dollars (2,3 %) et celles allouées aux dépenses en capital 1 235,2 millions de dollars (22,1 % des dépenses totales).

Les dépenses en biens et services englobent celles relatives à la rémunération et aux avantages sociaux, à l'entretien des travaux de génie, au transport, etc.

Les sommes consacrées à l'achat de biens et services sont partagées principalement entre les fonctions protection de la personne et de la propriété (806,1 millions de dollars), services généraux (727,6 millions de dollars) et transports et communications (692,0 millions de dollars).

Au cours de la période 1982-1985, les dépenses des administrations publiques locales passent de 4 407,6 millions de dollars en 1982 à 5 588,3 millions de dollars en 1985, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 8,2 %. Pendant cette période, ce sont les fonctions de dépenses "planification et aménagement des régions" et "conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie" qui se sont accrues le plus rapidement et ce, à des taux respectifs de 14,4 % et 13,9 %. Pourtant, les nouvelles sommes consacrées à ces deux fonctions de dépenses n'expliquent que 4,4 % de l'accroissement total des dépenses survenu entre 1982 et 1985, comparativement à 35,1 % pour les fonctions "transports et communications" et "service de la dette".

ACTIF FINANCIER

L'actif financier des administrations publiques locales totalise 942,7 millions de dollars au 31 décembre 1985.

Les effets à recevoir constituent le principal poste d'actif des administrations publiques locales. Au 31 décembre 1985, ces créances atteignent 438,8 millions de dollars, soit 46,5 %

Tableau 1.3
Actif financier des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre 1982 et 1985

Actif financier	1982		1985		Taux de croissance 1985/1982
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Encaisse et dépôts	322,5	31,7	355,9	37,8	3,3
Effets à recevoir	504,6	49,6	438,8	46,5	(4,6)
Prêts et avances	7,0	0,7	-	-	-
Placements	141,5	13,9	111,9	11,9	(7,5)
Hypothèques et contrats de vente	4,5	0,4	1,6	0,2	(29,2)
Autres actifs financiers	37,5	3,7	34,4	3,6	(2,8)
Total	**1 017,6**	**100,0**	**942,7**	**100,0**	**(2,5)**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

de l'actif financier. Les taxes représentent 49,2 % de ces effets à recevoir, soit 215,9 millions de dollars.

L'encaisse et les dépôts dans les institutions financières, avec 355,9 millions de dollars, et les placements, avec 111,9 millions de dollars, demeurent les deux autres principaux postes d'actif des administrations publiques locales.

Au cours de la période 1982-1985, l'actif financier des administrations publiques locales passe de 1 017,6 millions de dollars à 942,7 millions de dollars, enregistrant ainsi une baisse annuelle moyenne de 2,5 %. Pendant cette période, seul le poste "encaisse et dépôts" s'est accru et ce, à un taux de 3,3 %. Par contre, les effets à recevoir ont subi une baisse annuelle moyenne de 4,6 %, les placements ont diminué de 7,5 % et les autres actifs financiers décroissent de 2,8 %.

PASSIF

Le passif total consolidé des administrations publiques locales atteint 8 989,6 millions de dollars au 31 décembre 1985, ce qui correspond à un excédent de 8 046,9 millions de dollars sur leur actif financier.

La dette à long terme contractée pour le financement des immobilisations constitue le principal poste du passif des administrations publiques locales. Au 31 décembre 1985, elle se chiffre à 7 736,0 millions de dollars et représente 86,1 % du passif total. Les obligations composent 97,7 % de la dette à long terme.

La dette à long terme des municipalités québécoises représente 77,0 % de la dette à long terme totale des administrations publiques locales. Par ailleurs, l'importance relative de la dette à long terme des municipalités constitue 85,0 % de leur passif. Pour les régies intermunicipales, les communautés urbaines et régionales et les municipalités régionales de comté, cette part relative est respectivement de 71,2 %, 89,9 % et 49,0 %.

Les effets à payer qui correspondent à 6,8 % du passif total et les emprunts à court terme avec 3,5 % du passif total sont les autres principaux postes du passif des administrations publiques locales.

Le passif des administrations publiques locales passe de 7 748,0 millions de dollars en 1982 à 8 989,6 millions de dollars en 1985, enregistrant ainsi une croissance annuelle moyenne de

Tableau 1.4
Passif des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre 1982 et 1985

Passif	1982		1985		Taux de croissance 1985/1982
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	%
Emprunts auprès d'institutions financières	193,9	2,5	315,6	3,5	17,6
Emprunts et avances	26,5	0,3	2,6	0,0	(53,9)
Effets à payer	488,3	6,3	608,4	6,8	7,6
Dette à long terme	6 782,7	87,6	7 736,0	86,1	4,5
Autres passifs	256,7	3,3	327,0	3,6	8,4
Total	**7 748,0**	**100,0**	**8 989,6**	**100,0**	**5,1**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

5,1 %. On remarque que les emprunts auprès d'institutions financières augmentent de 17,6 % au cours de cette période, les effets à payer de 7,6 %, la dette à long terme de 4,5 % et les autres passifs de 8,4 %.

Inversement, les emprunts et avances diminuent, pendant cette période, de 53,9 % en moyenne par année.

Tableau 2.1
Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, par composante, Québec, 1985

Source	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
				'000 $			
Revenus de sources propres	**4 071 261**	**3 864**	**49 456**	**6 110**	**4 130 691**	**15 682**	**4 115 009**
Impôts	3 138 044	-	-	-	3 138 044	-	3 138 044
Impôts fonciers et impôts connexes	3 060 993	-	-	-	3 060 993	-	3 060 993
Taxes foncières générales	1 910 960	-	-	-	1 910 960	-	1 910 960
Taxes foncières particulières	554 553	-	-	-	554 553	-	554 553
Taxes d'affaires	378 181	-	-	-	378 181	-	378 181
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	111 190	-	-	-	111 190	-	111 190
Autres	106 109	-	-	-	106 109	-	106 109
Taxes sur les spectacles et les droits d'entrée dans les lieux de divertissement	23 669	-	-	-	23 669	-	23 669
Impôts divers	53 382	-	-	-	53 382	-	53 382
Vente de biens et services	678 741	3 453	17 340	4 542	704 076	2 111	701 965
À d'autres administrations publiques	4 137	874	58	2 525	7 774	2 111	5 663
À la collectivité	674 424	2 579	17 282	2 017	696 302	-	696 302
Revenus de placement	95 192	192	15 616	513	111 513	-	111 513
Autres revenus de sources propres	159 284	219	16 500	1 055	177 058	13 571	163 487
Transferts	**706 280**	**19 477**	**705 789**	**36 904**	**1 468 450**	**554 148**	**914 302**
À des fins générales	376 911	19 477	519 320	7 484	923 192	531 402	391 790
De l'administration fédérale	49 047	103	-	-	49 150	-	49 150
De l'administration provinciale	316 512	1 973	12 803	-	331 288	-	331 288
Des administrations locales	-	17 401	506 517	7 484	531 402	531 402	-
Des entreprises publiques fédérales	11 352	-	-	-	11 352	-	11 352
Autres	-	-	-	-	-	-	-
À des fins particulières	215 633	-	186 469	28 978	431 080	22 746	408 334
De l'administration fédérale	14 162	-	-	463	14 625	-	14 625
De l'administration provinciale	201 471	-	174 895	17 343	393 709	-	393 709
Des administrations locales	-	-	11 574	11 172	22 746	22 746	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Subventions de capital	113 736	-	-	442	114 178	-	114 178
Total	**4 777 541**	**23 341**	**755 245**	**43 014**	**5 599 141**	**569 830**	**5 029 311**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.2
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et par composante, Québec, 1985

Fonction	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
				'000 $			
Services généraux	**692 280**	**1 702**	**52 348**	**26 080**	**772 410**	**-**	**772 410**
Exécutif et législatif	44 683	100	3 774	4 091	52 648	-	52 648
Gestion	379 465	1 330	46 669	18 620	446 084	-	446 084
Autres	268 132	272	1 905	3 369	273 678	-	273 678
Protection de la personne et de la propriété	**548 025**	**2 427**	**276 639**	**-**	**827 091**	**-**	**827 091**
Cours de justice	26 894	-	-	-	26 894	-	26 894
Police	258 926	1 937	276 639	-	537 502	-	537 502
Lutte contre les incendies	230 828	490	-	-	231 318	-	231 318
Autres	31 377	-	-	-	31 377	-	31 377
Transports et communications	**998 510**	**2 674**	**56 377**	**1 082**	**1 058 643**	**-**	**1 058 643**
Administration	162 826	-	-	-	162 826	-	162 826
Chemins et rues	429 952	-	-	27	429 979	-	429 979
Enlèvement de la neige	226 373	-	-	919	227 292	-	227 292
Circulation	28 582	-	-	-	28 582	-	28 582
Stationnement	6 241	-	-	-	6 241	-	6 241
Éclairage des rues	78 969	-	-	-	78 969	-	78 969
Transport en commun	-	1 576	56 377	-	57 953	-	57 953
Transport aérien	-	1 098	-	-	1 098	-	1 098
Autres transports routiers	65 567	-	-	136	65 703	-	65 703
Santé	**5 934**	**-**	**826**	**-**	**6 760**	**-**	**6 760**
Bien-être	**23 734**	**-**	**3 306**	**-**	**27 040**	**-**	**27 040**
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**24 046**	**10**	**3 964**	**731**	**28 751**	**-**	**28 751**
Environnement	**700 366**	**22 756**	**113 631**	**2 488**	**839 241**	**-**	**839 241**
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	413 378	20 939	14 453	-	448 770	-	448 770
Canalisation d'égouts et traitement des eaux-vannes	125 069	203	87 675	-	212 947	-	212 947
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	136 975	1 613	6 408	2 289	147 285	-	147 285
Contrôle de la pollution	-	-	3 073	-	3 073	-	3 073
Autres	24 944	1	2 022	199	27 166	-	27 166
Loisirs et culture	**547 742**	**3 253**	**5 697**	**290**	**556 982**	**-**	**556 982**
Loisirs	366 637	1 965	5 697	264	374 563	-	374 563
Culture	177 054	1 178	-	26	178 258	-	178 258
Autres	4 051	110	-	-	4 161	-	4 161
Logement	**31 803**	**-**	**-**	**-**	**31 803**	**-**	**31 803**
Planification et aménagement des régions	**116 591**	**-**	**3 507**	**9 657**	**129 755**	**-**	**129 755**
Urbanisme et zonage	63 422	-	2 482	383	66 287	-	66 287
Aménagement urbain et régional	24 659	-	-	8 930	33 589	-	33 589
Autres	28 510	-	1 025	344	29 879	-	29 879
Transferts	**579 424**	**-**	**106 262**	**-**	**685 686**	**558 246**	**127 440**
Aux administrations publiques locales	544 732	-	13 514	-	558 246	558 246	-
Aux entreprises publiques locales	34 692	-	92 748	-	127 440	-	127 440
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Service de la dette	**664 302**	**5 132**	**234 169**	**625**	**904 228**	**-**	**904 228**
Autres dépenses	**220 734**	**242**	**49 065**	**1 882**	**271 923**	**(6 246)**	**278 169**
Total	**5 153 491**	**38 196**	**905 791**	**42 835**	**6 140 313**	**552 000**	**5 588 313**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.3
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par catégorie et par composante, Québec, 1985

Catégorie	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
				'000 $			
Dépenses en biens et services	**2 885 521**	**13 511**	**383 530**	**39 043**	**3 321 605**	**(6 246)**	**3 327 851**
Intérêts sur la dette	**664 302**	**5 132**	**227 711**	**625**	**897 770**	**-**	**897 770**
Transferts	**579 424**	**-**	**106 262**	**-**	**685 686**	**558 246**	**127 440**
Administrations publiques locales	544 732	-	13 514	-	558 246	558 246	-
Municipalités	-	-	13 514	-	13 514	13 514	-
Régies	17 401	-	-	-	17 401	17 401	-
Communautés urbaines et régionales	508 675	-	-	-	508 675	508 675	-
Municipalités régionales de comté	18 656	-	-	-	18 656	18 656	-
Entreprises publiques locales	34 692	-	92 748	-	127 440	-	127 440
Dépenses en capital	**1 024 244**	**19 553**	**188 288**	**3 166**	**1 235 251**	**-**	**1 235 251**
Total	**5 153 491**	**38 196**	**905 791**	**42 835**	**6 140 313**	**552 000**	**5 588 313**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.4
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction et par catégorie, Québec, 1985

Fonction	Biens et services	Intérêts sur la dette	Transferts			
			Administrations publiques locales			
			Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté
			'000 $			
Services généraux	**727 592**	-	-	-	-	-
Exécutif et législatif	52 648	-	-	-	-	-
Gestion	407 068	-	-	-	-	-
Autres	267 876	-	-	-	-	-
Protection de la personne et de la propriété	**806 108**	-	-	-	-	-
Cours de justice	26 894	-	-	-	-	-
Police	528 861	-	-	-	-	-
Lutte contre les incendies	223 512	-	-	-	-	-
Autres	26 841	-	-	-	-	-
Transports et communications	**691 980**	-	-	-	-	-
Administration	124 919	-	-	-	-	-
Chemins et rues	189 539	-	-	-	-	-
Enlèvement de la neige	209 573	-	-	-	-	-
Éclairage des rues	76 036	-	-	-	-	-
Circulation	27 521	-	-	-	-	-
Stationnement	6 009	-	-	-	-	-
Transport en commun	732	-	-	-	-	-
Transport aérien	281	-	-	-	-	-
Autres transports routiers	57 350	-	-	-	-	-
Santé	**6 760**	-	-	-	-	-
Bien-être	**27 040**	-	-	-	-	-
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**25 657**	-	-	-	-	-
Environnement	**389 958**	-	-	-	-	-
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	171 420	-	-	-	-	-
Canalisations d'égouts et traitement des eaux-vannes	53 181	-	-	-	-	-
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	138 687	-	-	-	-	-
Contrôle de la pollution	3 073	-	-	-	-	-
Autres	23 597	-	-	-	-	-
Loisirs et culture	**461 941**	-	-	-	-	-
Loisirs	359 913	-	-	-	-	-
Culture	101 918	-	-	-	-	-
Autres	110	-	-	-	-	-
Logement	**31 803**	-	-	-	-	-
Planification et aménagement des régions	**119 538**	-	-	-	-	-
Urbanisme et zonage	58 130	-	-	-	-	-
Aménagement urbain et régional	32 951	-	-	-	-	-
Autres	28 457	-	-	-	-	-
Transferts	**-**	**-**	**13 514**	**17 401**	**508 675**	**18 656**
Aux administrations publiques	-	-	13 514	17 401	508 675	18 656
Aux entreprises publiques locales	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Service de la dette	**6 458**	**897 770**	-	-	-	-
Autres dépenses	**26 790**	-	-	-	-	-
Total	**3 321 605**	**897 770**	**13 514**	**17 401**	**508 675**	**18 656**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Transferts	Dépenses en capital	Éliminations	Total	Fonction
Entreprises publiques locales				
	'000 $			
-	**44 818**	-	**772 410**	**Services généraux**
-	-	-	52 648	Exécutif et législatif
-	39 016	-	446 084	Gestion
-	5 802	-	273 678	Autres
-	**20 983**	-	**827 091**	**Protection de la personne et de la propriété**
-	-	-	26 894	Cours de justice
-	8 641	-	537 502	Police
-	7 806	-	231 318	Lutte contre les incendies
-	4 536	-	31 377	Autres
-	**366 683**	-	**1 058 643**	**Transports et communications**
-	37 907	-	162 826	Administration
-	240 440	-	429 979	Chemins et rues
-	17 719	-	227 292	Enlèvement de la neige
-	2 933	-	78 969	Éclairage des rues
-	1 061	-	28 582	Circulation
-	232	-	6 241	Stationnement
-	57 221	-	57 953	Transport en commun
-	817	-	1 098	Transport aérien
-	6 353	-	65 703	Autres transports routiers
-	-	-	**6 760**	**Santé**
-	-	-	**27 040**	**Bien-être**
-	**3 094**	-	**28 751**	**Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie**
-	**449 283**	-	**839 241**	**Environnement**
-	277 350	-	448 770	Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau
-	159 766	-	212 947	Canalisations d'égouts et traitement des eaux-vannes
-	8 598	-	147 285	Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets
-	-	-	3 073	Contrôle de la pollution
-	3 569	-	27 166	Autres
-	**95 041**	-	**556 982**	**Loisirs et culture**
-	14 650	-	374 563	Loisirs
-	76 340	-	178 258	Culture
-	4 051	-	4 161	Autres
-	-	-	**31 803**	**Logement**
-	**10 217**	-	**129 755**	**Planification et aménagement des régions**
-	8 157	-	66 287	Urbanisme et zonage
-	638	-	33 589	Aménagement urbain et régional
-	1 422	-	29 879	Autres
127 440	-	**558 246**	**127 440**	**Transferts**
-	-	558 246	-	Aux administrations publiques
127 440	-	-	127 440	Aux entreprises publiques locales
-	-	-	-	Autres
-	-	-	**904 228**	**Service de la dette**
-	**245 133**	**(6 246)**	**278 169**	**Autres dépenses**
127 440	**1 235 252**	**552 000**	**5 588 313**	**Total**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.5
Dépenses en immobilisations des administrations publiques locales par fonction et par composante, Québec, 1985

Fonction	Municipalités locales		Municipalités régionales		Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
			'000 $		
Services généraux	39 438	45	3 254	2 081	44 818
Protection de la personne et de la propriété	20 900	83	-	-	20 983
Transports et communications	308 645	1 661	56 377	-	366 683
Environnement	347 344	17 451	84 440	48	449 283
Planification et aménagement des régions	9 579	-	-	638	10 217
Loisirs et culture	94 702	313	-	26	95 041
Autres	203 636	-	44 217	374	248 227
Total	**1 024 244**	**19 553**	**188 288**	**3 166**	**1 235 251**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.6
Actif financier des administrations publiques locales par composante, Québec, 31 décembre 1985

Actif financier	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
				'000 $			
Encaisse et dépôts	**341 043**	**2 056**	**7 127**	**5 718**	**355 944**	**-**	**355 944**
Encaisse	5 017	1 829	1 008	114	7 968	-	7 968
Dépôts dans les institutions financières	336 026	227	6 119	5 604	347 976	-	347 976
Effets à recevoir	**431 742**	**1 100**	**24 047**	**3 764**	**460 653**	**21 813**	**438 840**
Taxes	215 904	-	-	-	215 904	-	215 904
Des administrations publiques	112 401	669	16 965	3 321	133 356	21 813	111 543
Administration fédérale	15 619	-	-	241	15 860	-	15 860
Compensations tenant lieu de taxes	9 785	-	-	-	9 785	-	9 785
Transferts	5 834	-	-	241	6 075	-	6 075
Administration provinciale	67 702	124	10 434	1 765	80 025	-	80 025
Compensations tenant lieu de taxes	28 265	-	-	-	28 265	-	28 265
Transferts	39 437	124	10 434	1 765	51 760	-	51 760
Administrations locales	29 080	545	6 531	1 315	37 471	21 813	15 658
Autres effets à recevoir	103 437	431	7 082	443	111 393	-	111 393
Prêts et avances	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Placements	**41 211**	**2 216**	**68 406**	**70**	**111 903**	**-**	**111 903**
Hypothèques et contrats de vente	**1 595**	**-**	**-**	**-**	**1 595**	**-**	**1 595**
Autres actifs financiers	**43 409**	**91**	**252**	**80**	**43 832**	**9 416**	**34 416**
Total	**859 000**	**5 463**	**99 832**	**9 632**	**973 927**	**31 229**	**942 698**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.7
Passif des administrations publiques locales par composante, Québec, 31 décembre 1985

Passif	Municipalités locales		Municipalités régionales		Somme partielle	Éliminations	Administrations locales
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté			
				'000 $			
Emprunts auprès d'institutions financières	**284 627**	**11 680**	**18 749**	**552**	**315 608**	**-**	**315 608**
Emprunts auprès des banques à charte	284 627	11 680	18 749	552	315 608	-	315 608
Emprunts auprès d'autres institutions financières	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et avances	**2 456**	**-**	**134**	**2**	**2 592**	**-**	**2 592**
Des administrations publiques	2 456	-	-	-	2 456	-	2 456
Administration fédérale	425	-	-	-	425	-	425
Administration provinciale	2 031	-	-	-	2 031	-	2 031
Autres	-	-	134	2	136	-	136
Effets à payer	**507 130**	**4 557**	**106 522**	**3 116**	**621 325**	**12 955**	**608 370**
Comptes de nature commerciale	270 772	3 993	104 408	1 896	381 069	-	381 069
Aux administrations publiques	19 798	219	1 844	638	22 499	12 955	9 544
Administration fédérale	2 647	-	-	25	2 672	-	2 672
Administration provinciale	6 704	-	-	168	6 872	-	6 872
Administrations locales	10 447	219	1 844	445	12 955	12 955	-
Autres effets à payer	216 560	345	270	582	217 757	-	217 757
Dette à long terme	**5 957 641**	**42 622**	**1 730 753**	**5 006**	**7 736 022**	**-**	**7 736 022**
Obligations détenues par	268 147	-	44 874	-	313 021	-	313 021
L'administration provinciale	127 902	-	8 484	-	136 386	-	136 386
Les entreprises publiques fédérales	140 245	-	36 390	-	176 635	-	176 635
Autres obligations payables	5 531 901	29 743	1 682 156	1 776	7 245 576	-	7 245 576
En monnaie canadienne	4 700 570	29 743	887 847	1 776	5 619 936	-	5 619 936
En devises étrangères	831 331	-	794 309	-	1 625 640	-	1 625 640
Autres titres détenus par	157 593	12 879	3 723	3 230	177 425	-	177 425
L'administration fédérale	1 257	-	-	-	1 257	-	1 257
L'administration provinciale	-	-	-	-	-	-	-
Les administrations locales	17 050	-	2 427	-	19 477	-	19 477
Autres	139 286	12 879	1 296	3 230	156 691	-	156 691
Autres passifs	**255 387**	**959**	**69 533**	**1 544**	**327 423**	**444**	**326 979**
Total	**7 007 241**	**59 818**	**1 925 691**	**10 220**	**9 002 970**	**13 399**	**8 989 571**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.8
Réconciliation des revenus généraux bruts des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 1985

Revenu	Municipalités locales		Municipalités régionales		Total non consolidé
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
			'000 $		
Revenus courants selon les états financiers	**4 935 707**	**23 723**	**776 252**	**43 830**	**5 779 512**
Ajustements	**(89 945)**	**(382)**	**(21 007)**	**(816)**	**(112 150)**
Contributions de propres fonds	(2 347)	-	-	-	(2 347)
Recouvrements de propres fonds	(39 452)	-	-	(42)	(39 494)
Affectation de surplus	(161 882)	(382)	(21 007)	(1 216)	(184 487)
Subventions de capital	113 736	-	-	442	114 178
Éliminations	**(68 221)**	**-**	**-**	**-**	**(68 221)**
Services rendus à d'autres municipalités	(68 221)	-	-	-	(68 221)
Total	**4 777 541**	**23 341**	**755 245**	**43 014**	**5 599 141**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.9
Réconciliation des dépenses générales brutes des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 1985

Dépense	Municipalités locales		Municipalités régionales		Total non consolidé
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
			'000 $		
Dépenses courantes selon les états financiers	**4 784 457**	**22 893**	**746 397**	**41 801**	**5 595 548**
Ajustements	**437 255**	**15 303**	**159 394**	**1 054**	**612 986**
Immobilisations à même les revenus	(157 182)	(1 572)	(4 767)	(1 203)	(164 724)
Contributions à d'autres fonds	(23 036)	-	-	(77)	(23 113)
Dépenses recouvrables d'autres fonds	(7 297)	-	-	(19)	(7 316)
Affectation de déficit	(7 373)	(214)	-	(180)	(7 767)
Remboursement de capital	(392 101)	(2 464)	(24 127)	(653)	(419 345)
Dépenses en immobilisations	1 024 244	19 553	188 288	3 166	1 235 251
Éliminations	**(68 221)**	**-**	**-**	**-**	**(68 221)**
Services rendus par d'autres municipalités					
Police	(2 756)	-	-	-	(2 756)
Protection contre l'incendie	(6 584)	-	-	-	(6 584)
Enlèvement de la neige	(600)	-	-	-	(600)
Aqueduc	(44 482)	-	-	-	(44 482)
Égouts	(715)	-	-	-	(715)
Enlèvement et destruction des ordures	(2 750)	-	-	-	(2 750)
Loisirs et culture	(2 210)	-	-	-	(2 210)
Service de la dette	(5 628)	-	-	-	(5 628)
Autres	(2 495)	-	-	-	(2 495)
Total	**5 153 491**	**38 196**	**905 791**	**42 855**	**6 140 313**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.10
Réconciliation de l'actif financier des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 31 décembre 1985

Actif	Municipalités locales		Municipalités régionales		Total non consolidé
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
			'000 $		
Actif total[1]	**21 113 947**	**129 828**	**4 285 005**	**32 594**	**25 561 374**
Ajustements	**(19 997 522)**	**(124 187)**	**(3 955 395)**	**(22 764)**	**(24 099 868)**
Stocks	(45 700)	(426)	(160)	(28)	(46 314)
Déficits accumulés	(9 972)	-	-	(219)	(10 191)
Dépenses des règlements d'emprunt en cours	(2 494 099)	(37 766)	(2 059 881)	(306)	(4 592 052)
Refinancement en cours	(36 648)	-	(45)	-	(36 693)
Actifs immobilisés	(11 173 988)	(43 449)	(161 980)	(17 222)	(11 396 639)
Actifs immobilisés sujets à revente	(96 135)	-	(2 576)	-	(98 711)
Mode de remboursement de l'état de la dette à long terme	(5 994 030)	(42 546)	(1 730 753)	(4 989)	(7 772 318)
Dépenses financées à long terme	(146 950)	-	-	-	(146 950)
Éliminations	**(257 425)**	**(178)**	**(229 778)**	**(198)**	**(487 579)**
Effets à recevoir	(222 561)	(71)	(229 573)	(50)	(452 255)
Du fonds d'administration	(18 888)	-	-	-	(18 888)
Du fonds des règlements d'emprunt	(203 059)	(71)	(86 519)	(50)	(289 699)
Du fonds de roulement	(614)	-	(143 054)	-	(143 668)
Découvert de banque	(34 864)	(107)	(205)	(148)	(35 324)
Total	**859 000**	**5 463**	**99 832**	**9 632**	**973 927**

1. Sommation des actifs du fonds d'administration, du fonds des règlements d'emprunt, de l'état des actifs à long terme, du mode de remboursement de l'état de la dette à long terme et du fonds de roulement.

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.11
Réconciliation du passif des administrations publiques locales avec les données des états financiers par composante, Québec, 31 décembre 1985

Passif	Municipalités locales		Municipalités régionales		Total non consolidé
	Municipalités	Régies intermunicipales	Communautés urbaines et régionales	Municipalités régionales de comté	
			'000 $		
Passif total[1]	**21 113 947**	**129 828**	**4 285 005**	**32 594**	**25 561 374**
Ajustements	**(13 849 281)**	**(69 832)**	**(2 129 536)**	**(22 176)**	**(16 070 825)**
Financement permanent des règlements d'emprunt en cours	(2 007 818)	(24 585)	(1 919 319)	(199)	(3 951 921)
Soldes disponibles de règlements d'emprunt	(28 306)	(16)	4 307)	(2)	(32 631)
Mode de financement de l'état des actifs à long terme	(11 296 100)	(43 474)	(164 569)	(17 237)	(11 521 380)
Capital du fonds de roulement	(178 937)	-	-	-	(178 937)
Surplus accumulés	(338 120)	(1 757)	(41 341)	(4 738)	(385 956)
Éliminations	**(257 425)**	**(178)**	**(229 778)**	**(198)**	**(487 579)**
Effets à payer	(222 561)	(71)	(229 573)	(50)	(452 255)
Au fonds d'administration	(203 356)	(71)	(147 157)	(50)	(350 634)
Au fonds des règlements d'emprunt	(13 330)	-	-	-	(13 330)
Au fonds de roulement	(5 875)	-	(82 416)	-	(88 291)
Découvert de banque	(34 864)	(107)	(205)	(148)	(35 324)
Total	**7 007 241**	**59 818**	**1 925 691**	**10 220**	**9 002 970**
Excédent de l'actif financier sur le passif (excédent du passif sur l'actif financier)	(6 148 241)	(54 355)	(1 825 859)	(588)	(8 029 043)

1. Sommation des passifs du fonds d'administration, du fonds des règlements d'emprunt, du mode de financement de l'état des actifs à long terme, de l'état de la dette à long terme et du fonds de roulement.

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.12
Revenus généraux bruts des administrations publiques locales selon la source, Québec, 1982-1985

Source	1982	1983	1984	1985
		'000 $		
Revenus de sources propres	**3 485 202**	**3 674 071**	**3 884 518**	**4 115 009**
Impôts	2 612 237	2 819 443	2 970 623	3 138 044
Impôts fonciers et impôts connexes	2 541 101	2 744 101	2 906 575	3 060 993
Taxes foncières générales	1 665 665	1 788 596	1 802 834	1 910 960
Taxes foncières particulières	408 055	447 068	547 285	554 553
Taxes d'affaires	318 817	331 582	358 051	378 181
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	83 762	86 976	99 401	111 190
Autres	64 802	89 879	99 004	106 109
Taxes sur les spectacles et sur les droits d'entrée dans les lieux de divertissement	22 209	22 930	23 535	23 669
Impôts divers	48 927	52 412	40 513	53 382
Vente de biens et services	570 809	589 446	646 468	701 965
À d'autres administrations publiques	1 591	2 134	4 575	5 663
À la collectivité	569 218	587 312	641 893	696 302
Revenus de placement	126 378	99 831	122 607	111 513
Autres revenus de sources propres	155 778	165 351	144 820	163 487
Transferts	**794 883**	**819 339**	**832 510**	**914 302**
À des fins générales	342 142	344 523	370 668	391 790
De l'administration fédérale	35 920	37 148	44 917	49 150
De l'administration provinciale	294 357	296 200	313 792	331 288
Des entreprises publiques fédérales	11 865	11 175	11 959	11 352
Autres	-	-	-	-
À des fins particulières	308 777	386 870	378 831	408 334
De l'administration fédérale	3 553	4 741	4 691	14 625
De l'administration provinciale	304 431	381 374	374 140	393 709
Autres	793	755	-	-
Subventions de capital	143 964	87 946	83 011	114 178
Total	**4 280 085**	**4 493 410**	**4 717 028**	**5 029 311**
Municipalités	4 059 792	4 290 017	4 506 642	4 777 541
Régies intermunicipales	..	..	20 287	23 341
Communautés urbaines et régionales	651 235	676 488	691 022	755 245
Total, Municipalités régionales de comté	27 763	39 848	42 959	43 014
Total, Éliminations	478 705	512 943	543 882	569 830

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.13
Dépenses générales brutes des administrations publiques locales par fonction, Québec, 1982-1985

Fonction	1982	1983	1984	1985
		'000 $		
Services généraux	**805 994**	**905 252**	**964 080**	**772 410**
Exécutif et législatif	35 730	39 587	43 332	52 648
Gestion	409 725	435 625	417 951	446 084
Contributions de l'employeur	206 509	273 867	321 004	-[1]
Autres	154 030	156 173	181 793	273 678
Protection de la personne et de la propriété	**666 694**	**686 645**	**660 863**	**827 091**
Cours de justice	19 449	25 406	23 102	26 894
Police	445 653	423 012	433 913	537 502
Lutte contre les incendies	187 936	187 579	192 739	231 318
Autres	13 656	10 648	11 109	31 377
Transports et communications	**844 472r**	**870 804r**	**909 272r**	**1 058 643**
Administration	121 087	121 303	132 864	162 826
Chemins et rues	305 963	332 364	363 796	429 979
Enlèvement de la neige	219 817	220 788	225 773	227 292
Éclairage des rues	81 121	84 978	97 181	78 969
Circulation	27 330	26 562	30 488	28 582
Stationnement	5 710	5 677	5 886	6 241
Transport en commun	74 386r	66 579r	40 715r	57 953
Transport aérien	-	-	-	1 098
Autres transports routiers	9 058	12 553	12 579	65 703
Santé	**9 242**	**5 329**	**5 847**	**6 760**
Bien-être	**20 002**	**21 316**	**23 387**	**27 040**
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	**19 426**	**20 901**	**23 901**	**28 751**
Environnement	**635 560**	**596 636**	**626 748**	**839 241**
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	282 070	256 817	314 388	448 770
Canalisation d'égouts et traitement des eaux-vannes	213 165	189 554	173 742	212 947
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	129 117	137 619	124 756	147 285
Contrôle de la pollution	2 207	2 307	2 415	3 073
Autres	9 001	10 339	11 447	27 166
Loisirs et culture	**394 817**	**411 028**	**439 526**	**556 982**
Loisirs	249 973	263 294	285 931	374 563
Culture	92 813	89 054	95 073	178 258
Autres	52 031	58 680	58 522	4 161
Logement	**30 404**	**33 820**	**31 981**	**31 803**
Planification et aménagement des régions	**86 683**	**105 643**	**116 633**	**129 755**
Urbanisme et zonage	41 933	43 379	47 117	66 287
Aménagement urbain et régional	25 753	38 792	45 118	33 589
Autres	18 977	23 472	24 398	29 879
Transferts aux entreprises publiques locales	**114 866r**	**126 124r**	**130 274r**	**127 440**
Service de la dette	**704 058**	**773 686**	**839 082**	**904 228**
Autres dépenses	**75 364**	**118 292**	**209 185**	**278 169**
Total	**4 407 562**	**4 635 476**	**4 980 779**	**5 588 313**
Municipalités	4 136 260	4 339 550	4 667 388	5 153 491
Régies intermunicipales	..	..	18 266	38 196
Communautés urbaines et régionales	723 380	766 006	789 218	905 791
Municipalités régionales de comté	27 812	39 274	41 647	42 835
Éliminations	479 890	509 354	535 742	552 000

1. Les contributions de l'employeur ne font plus l'objet d'un poste distinct en 1985.

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.14
Actif financier des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre, 1982-1985

Actif financier	1982	1983	1984	1985
		'000 $		
Encaisse et dépôt	**322 492**	**321 405**	**328 074**	**355 944**
Encaisse	4 547	5 637	7 417	7 968
Dépôts dans les institutions bancaires	317 945	315 768	320 657	347 976
Effets à recevoir	**504 580**	**506 298**	**453 686**	**438 840**
Taxes	258 902	240 207	223 101	215 904
Des administrations publiques	125 662	145 097	113 189	111 543
Administration fédérale	19 445	22 028	13 448	15 860
Compensations tenant lieu de taxes	12 448	13 826	10 779	9 785
Transferts	6 997	8 202	2 669	6 075
Administration provinciale	90 895	107 576	84 134	80 025
Compensations tenant lieu de taxes	46 342	27 651	29 235	28 265
Transferts	44 553	79 925	54 899	51 760
Administrations locales	15 322	15 493	15 607	15 658
Autres effets à recevoir	120 026	120 995	117 396	111 393
Prêts et avances	**7 011**	**140**	**-**	**-**
Placements	**141 504**	**184 580**	**175 829**	**111 983**
Hypothèques et contrat de vente	**4 503**	**3 232**	**1 921**	**1 595**
Autres actifs financiers	**37 472**	**40 090**	**36 288**	**34 416**
Total	**1 017 572**	**1 055 747**	**994 918**	**942 698**
Municipalités	899 358	940 784	898 608	859 000
Régies intermunicipales	..	..	3 777	5 463
Communautés urbaines et régionales	138 350	120 304	103 666	99 832
Municipalités régionales de comté	6 543	9 380	9 757	9 632
Éliminations	26 679	14 721	20 890	31 229

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2.15
Passif des administrations publiques locales, Québec, 31 décembre, 1982-1985

Passif	1982	1983	1984	1985
		'000 $		
Emprunts auprès d'institutions financières	**193 865**	**174 338**	**277 364**	**315 888**
Emprunts auprès des banques à charte	188 506	169 574	271 468	315 608
Emprunts auprès d'autres institutions financières	5 359	4 764	5 896	-
Emprunts et avances	**26 486**	**5 077**	**8 672**	**2 592**
Des administrations publiques	8 739	5 077	8 672	2 456
Administration fédérale	8 484	5 008	7 663	425
Administration provinciale	255	69	1 009	2 031
Des entreprises publiques fédérales	17 747	-	-	136
Effets à payer	**488 308**	**490 430**	**542 053**	**608 370**
Comptes de nature commerciale	233 237	267 373	282 550	381 069
Aux administrations publiques	3 580	3 699	3 839	9 544
Administration fédérale	688	314	467	2 672
Administration provinciale	2 892	3 385	3 372	6 872
Autres effets à payer	251 491	219 358	255 664	217 757
Dette à long terme	**6 782 730**	**7 098 822**	**7 349 377**	**7 736 022**
Obligations détenues par	308 828	314 437	330 929	313 021
L'administration provinciale	152 647	153 077	156 572	136 386
Les entreprises publiques fédérales	156 181	161 360	174 357	176 635
Autres obligations payables	6 387 985	6 595 875	6 932 954	7 245 576
En monnaie canadienne	4 639 104	4 900 662	5 191 767	5 619 936
En devises étrangères	1 748 781	1 695 213	1 741 187	1 625 640
Autres titres détenus par	86 017	188 510	85 494	177 425
L'administration fédérale	2 825	2 817	832	1 257
L'administration provinciale	3 738	-	-	-
Les administrations locales	25 207	27 270	13 745	19 477
Autres	54 247	158 423	70 917	156 691
Autres passifs	**256 659**	**260 427**	**265 981**	**326 979**
Total	**7 748 048**	**8 029 094**	**8 443 447**	**8 989 571**
Municipalités	6 154 854	6 337 010	6 613 932	7 007 241
Régies intermunicipales	..	..	42 245	59 818
Communautés urbaines et régionales	1 613 002	1 704 376	1 798 363	1 925 691
Municipalités régionales de comté	6 871	10 303	10 225	10 220
Éliminations	26 679	22 595	21 318	13 399

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Plusieurs différences existent entre les pratiques comptables usuelles des administrations publiques locales et les concepts définis par le système statistique de gestion des finances publiques[1]. Aussi, afin de respecter les notions de revenus et dépenses généraux bruts, d'actif financier et de passif du système de référence, il faut ajuster les chiffres primaires (courants) contenus dans les rapports financiers des intervenants avant de pouvoir les consolider.

Ces ajustements ont pour objet d'assurer la présentation de données financières:

- ne résultant que des opérations se rapportant à l'exercice financier en cours,
- ne résultant que des opérations propres à chacun des fonds des intervenants,
- selon la notion de revenus et dépenses bruts par la prise en compte des dépenses en immobilisations et des subventions de capital correspondantes.

Ces procédures d'ajustement sont les suivantes:

- des revenus courants, il faut éliminer les surplus réalisés lors d'exercices financiers antérieurs et les recouvrements d'autres fonds. Pour calculer les revenus bruts, il faut ajouter les subventions de capital versées par d'autres niveaux d'administration publique;

- des dépenses courantes, il faut déduire celles générées des immobilisations financées à même les revenus, de l'appropriation des déficits des exercices financiers antérieurs, des remboursements de capital sur la dette à long terme et des dépenses recouvrables d'autres fonds. Pour calculer les dépenses brutes, il faut ajouter les dépenses en immobilisations;

- de l'actif, il faut déduire les actifs non financiers, les actifs non pertinents (règlements d'emprunts en cours, refinancements en cours, mode de remboursement de la dette à long terme) et les déficits accumulés;

- du passif, il faut déduire les montants affectés aux règlements d'emprunt en cours et les soldes disponibles sur règlement d'emprunt (ces emprunts figurant déjà à la dette à long terme), les passifs non pertinents (mode de financement des actifs à long terme), et les surplus et réserves.

Lorsque les données primaires sont ramenées sur la base du système de référence, il est alors possible de procéder à la consolidation des données.

Cette consolidation permet d'établir le plus fidèlement possible une mesure de l'ensemble des opérations des composantes des administrations publiques locales comme si elles faisaient partie d'un seul et même organisme. Pour ce faire, il faut éliminer les transactions entre les divers fonds ou composantes des intervenants pour éviter une double comptabilisation des données.

La consolidation des administrations publiques locales s'effectue à deux niveaux soit: 1 - consolidation au sein d'une même administration par

1. Statistique Canada, Le système statistique de gestion des finances publiques, catalogue 68-507F, mars 1984, Ottawa.

l'élimination des transactions entre les fonds ou entre les intervenants; 2 - consolidation au sein des administrations publiques locales par l'élimination des transactions entre ses composantes.

Les ajustements, par contre, ne se font qu'à un seul niveau, soit à la première étape, lors de la consolidation au sein d'une même administration. En effet, une fois que les ajustements ont été faits au sein d'une même administration, il n'est pas nécessaire de procéder à des ajustements supplémentaires lors de la consolidation avec d'autres administrations puisque les données, à ce stade, sont déjà conformes au système de référence. Les tableaux 2.8 à 2.11 montrent ces ajustements ainsi que la consolidation de première étape effectuée sur les données primaires.

En théorie, lors de la consolidation des données, les éliminations du côté des revenus (de l'actif) et du côté des dépenses (du passif) devraient s'égaler. En pratique, cette égalité dans les données des états financiers n'est pas toujours constatée, la principale raison étant que le niveau de désagrégation des données ne permet pas l'identification de toutes les transactions financières.

De façon générale, lors de la consolidation de deux intervenants, si une transaction ne peut être vérifiée que dans les comptes d'un seul d'entre eux, nous éliminons à la fois du côté des revenus et du côté des dépenses, ou du côté de l'actif et du côté du passif le montant identifié.

Par ailleurs, lorsque deux intervenants enregistrent des montants différents pour une transaction et que la différence se situe dans d'autres postes du rapport financier, sans être identifiable, le plus élevé des montants est éliminé à la fois du côté des revenus et du côté des dépenses ou du côté de l'actif et du côté du passif.

Finalement, lorsque deux intervenants enregistrent des montants différents pour une transaction et que la différence ne se retrouve pas ailleurs dans les comptes, nous retenons comme valeur à consolider le montant déclaré par l'intervenant qui verse le transfert (revenus et dépenses) ou par l'intervenant qui détient les titres de l'autre (bilan). Nous devons alors procéder à un ajustement comptable dans les états financiers pour maintenir l'équilibre des comptes.

Ainsi, lors de la consolidation, nous déduisons des revenus et des dépenses la somme inscrite par l'intervenant qui effectue la dépense. Si ce montrant est inférieur à celui enregistré par l'intervenant bénéficiaire, l'écart est éliminé des revenus et du poste autre actif. Si ce montant est supérieur à celui inscrit par l'intervenant bénéficiaire, l'écart est ajouté aux revenus et au poste autre actif.

De la même façon, nous déduisons de l'actif et du passif le montant inscrit à l'actif. Si ce montant est inférieur à celui enregistré au passif, l'écart est éliminé du passif et du poste autres dépenses. Si ce montant est supérieur à celui enregistré au passif, l'écart est ajouté au passif et au poste autres dépenses.

Dans nos tableaux statistiques, les résultats de la consolidation et des ajustements comptables sont enregistrés simultanément sous la colonne éliminations.

Ainsi, en 1985, afin de présenter le plus fidèlement possible une mesure de l'ensemble des opérations des administrations publiques locales comme si elles faisaient partie d'un seul et même organisme, nous avons éliminé des revenus et du passif ainsi que des dépenses et de l'actif un montant identique de 583,2 millions de dollars.

Du côté des revenus, nous avons éliminé un montant de 569,8 millions de dollars. Cette somme représente les "contributions" ou "répartitions" reçues des municipalités de même que le montant des services rendus aux municipalités par les régies intermunicipales (18,3 millions de dollars), par les communautés urbaines et régionales (518,1 millions de dollars) et par les municipalités régionales de comté (19,9 millions de dollars). Cette somme comprend également un remboursement de la communauté urbaine de Montréal à la ville de Montréal ainsi qu'un montant de la CUQ à certaines municipalités totalisant 13,5 millions de dollars.

En contrepartie de ces éliminations du côté des revenus,nous avons déduit 552,0 millions de dollars du côté des dépenses.

Par ailleurs, lors de la consolidation du bilan des administrations locales, nous avons retranché des montants respectifs de 31,2 millions et 13,4 millions de dollars de l'actif financier et du passif. Ces données représentent les comptes à recevoir et à payer entre les administrations publiques locales. La différence entre les éliminations du côté de l'actif financier et du passif s'explique par les montants à recevoir et à payer qui sont différents dans les états financiers des administrations concernées et par l'écart entre les revenus et les dépenses qui est éliminé de l'actif financier.

Annexe 2 - Univers des administrations publiques locales

Au Québec, les organismes qui composent le secteur public se retrouvent à trois niveaux: fédéral, provincial et local. Le secteur public au Québec comprend les administrations publiques et les entreprises publiques des niveaux fédéral, provincial et local. Le lecteur trouvera dans le document intitulé Univers du secteur public au Québec[1], une définition de ce secteur ainsi qu'une description globale de ses composantes. La présente publication englobe les opérations financières des administrations publiques locales. Celles-ci sont des structures administratives autonomes qui exercent leur compétence sur une partie du territoire. C'est en raison de cette autonomie qu'on peut parler de décentralisation, soit de l'administration centrale, soit de l'administration régionale.

Au Québec, les administrations publiques locales sont des structures administratives décentralisées de l'administration publique provinciale. On y retrouve les municipalités locales et les municipalités régionales.

MUNICIPALITÉS LOCALES

Les municipalités locales comprennent les municipalités, les régies intermunicipales et les offices municipaux d'habitation. Toutefois, la présente publication ne couvre pas les offices municipaux d'habitation.

Municipalités

Une municipalité constitue un territoire organisé aux fins de l'administration municipale. Au Québec, les municipalités sont régies principalement par le Code municipal ou par la Loi sur les cités et villes.

Au niveau des adminisrations publiques locales, seules les municipalités imposent directement leurs contribuables. Les municipalités régionales ont aussi ce droit, mais ne s'en sont pas prévalues jusqu'à présent.

La section des activités municipales (municipalités) regroupe les fonctions suivantes: l'administration générale, la sécurité publique (police et incendie), le transport routier, l'hygiène du milieu (aqueduc, égouts et enlèvement et destruction des ordures), la santé et le bien-être, l'urbanisme et la mise en valeur du territoire et les loisirs et la culture.

Offices municipaux d'habitation

Pour ce qui est des offices municipaux d'habitation (O.M.H.), leurs activités s'apparentent à celles de la Société d'habitation du Québec et sont régies par la même loi (L.R.Q., c.S-8).

Le but des offices municipaux d'habitation est d'acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu. Le loyer exigé ne couvre qu'une partie des coûts d'exploitation des habitations. La différence est financée par les deniers publics, c'est-à-dire par le biais de prêts ou de subventions des municipalités et de transferts de la Société d'habitation du Québec. Les conditions de travail des employés des offices municipaux d'habitation sont déterminées par la SHQ.

---

1. Bureau de la statistique du Québec, Univers du secteur public au Québec 1986, premier trimestre 1987.

Régies intermunicipales

Les régies intermunicipales sont des organismes regroupant, par voie d'entente, deux ou plusieurs municipalités désireuses d'établir une gestion commune de services municipaux, de biens ou de travaux. Elles ont sensiblement les mêmes pouvoirs légaux qu'une municipalité en ce qui a trait à l'administration des services.

MUNICIPALITÉS RÉGIONALES

Les municipalités régionales comprennent les communautés urbaines et régionales et les municipalités régionales de comté.

Communautés urbaines et régionales

Les communautés urbaines et régionales ont été créées par le gouvernement du Québec dans le but de répartir les ressources et les tâches d'une façon plus équitable et efficace par le mise en commun de certains services d'un certain nombre de municipalités. Elles sont financées principalement sous forme de quote-part des municipalités membres et par des subventions du gouvernement du Québec.

Ces communautés sont la Communauté urbaine de Montréal, la Communauté urbaine de Québec et la Communauté régionale de l'Outaouais. Elles regroupent respectivement 29, 13 et 11 municipalités.

Nous ajoutons à cette catégorie, l'Administration régionale Kativik, qui a sensiblement les mêmes fonctions que les communautés municipales. Celle-ci est financée presque entièrement par des subventions gouvernementales. L'Administration régionale Kativik pourrait théoriquement prélever une quote-part des municipalités membres. Cet organisme regroupe 13 municipalités.

Municipalités régionales de comté

Les municipalités régionales de comté ont été créées en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19,1) et elles sont régies à la fois par cette loi et par le Code municipal.

Elles regroupent toutes les municipalités d'une même région d'appartenance. Toutes les municipalités québécoises au sud du 55e parallèle appartiennent à une municipalité régionale de comté, à l'exception des municipalités membres des communautés urbaines et régionales et de la municipalité de la Baie-James. Il y a 95 municipalités régionales de comté.

Les municipalités régionales de comté possèdent les pouvoirs des anciennes corporations de comté, c'est-à-dire, fournir des services de nature régionale, que chacune des municipalités membres n'était pas en mesure de s'offrir, et veiller à la gestion des territoires non municipalisés ou non organisés. À ces anciens pouvoirs, s'ajoutent les responsabilités en matière d'aménagement définies par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Changement d'adresse

S'il-vous-plaît, remplir le présent avis et le retourner à:

Bureau de la statistique du Québec
Centre de distribution
117, rue Saint-André, 3e étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3

Nom: _____ **Numéro d'abonné:** _____
(numéro inscrit sur l'étiquette)

Ancienne adresse:

_____
_____
_____
_____
_____

Nouvelle adresse:

_____
_____
_____
_____
_____